

Les libéralismes

PES1 & 2 – Koeberlé – Option Science Po - Mai 2009 – Mme Galy

Pas assez de marché

DOC. 1 / De 1917 à 1991 en URSS et de la fin de la seconde guerre mondiale à la fin des années 80 pour les pays d'Europe de l'Est, le système économique est « centralement planifié ». Cela veut dire que ce qui est produit n'est pas déterminé par la demande des consommateurs mais par un organisme d'Etat. Il y a, au départ, une bonne intention : en effet, on peut souvent être choqué par le fait que dans un système de marché on produise d'abord ce qui génère du profit et pas forcément ce qui correspond à des besoins indispensables ; ainsi, on peut avoir une production importante de produits considérés comme peu nécessaires alors que dans le même temps des familles ne trouvent pas à se loger. Dans le cas d'une planification centralisée, on considérera qu'il faut d'abord produire les biens nécessaires, avant les biens moins utiles. Mais cette démarche, pleine de bonnes intentions, peut amener à des résultats désastreux.

Ainsi, l'organisme central, le Gosplan, pouvait décider qu'on devait produire une quantité donnée d'automobiles dans l'année (ce sont les objectifs de la planification) ; il transmettait les directives aux entreprises d'automobile mais celles-ci avaient besoin de consommations intermédiaires, d'équipements et de main-d'œuvre pour atteindre les objectifs du plan. Elles retransmettaient donc leurs besoins au Gosplan qui informait les entreprises de fabrication de pneus, de tôles ou autres, des besoins nécessaires ; ces mêmes entreprises voyaient leurs objectifs augmenter et avaient donc des besoins nouveaux qu'elles transmettaient au Gosplan, et ainsi de suite. De fait, et comme on peut s'en douter, les objectifs devenaient très difficiles à atteindre : les entreprises d'automobiles, par exemple, n'arrivaient pas à obtenir les pneus ou la tôle nécessaire pour fabriquer leurs voitures ; elles n'arrivaient donc pas à produire dans l'année ce qui était demandé. La manière la plus simple, pour chaque entreprise, de régler le problème fut alors de tricher : il y avait plusieurs manières de le faire : d'abord on pouvait surestimer ses besoins en tôles, main-d'œuvre, pneus... de façon à être sûr d'obtenir ce qu'on veut et d'atteindre plus facilement les objectifs du plan. [...] Il y avait donc, au niveau macroéconomique, un grand gaspillage.[...] Enfin, on pouvait produire des biens faciles à obtenir même s'ils n'étaient pas de bonne qualité. Comme les directives du Plan étaient souvent transmises de manière quantitative – par exemple, il faut produire X automobiles- peu importe que les automobiles satisfassent les consommateurs, du moment qu'elles étaient produites. [...] On se retrouve dans la situation absurde suivante : des entreprises produisent des consommations intermédiaires pour d'autres entreprises qui ne les utiliseront pas puisqu'elles les ont déjà produites. Ces mêmes entreprises produisent des biens qui ne correspondent pas aux attentes des consommateurs mais qui permettent d'atteindre les objectifs du Plan. Enfin, ; les consommateurs ne trouvent pas les biens dont ils ont besoin et il y a des situations de pénurie (pénurie veut dire ici qu'il y avait de nombreuses files d'attente devant les magasins ou bien que les produits étaient vendus sur le « marché noir »). Du coup, le temps passé dans les files d'attente devenant excessivement long, les individus avaient tendance à s'absenter de leur entreprise pour pouvoir « faire la queue » ; bien évidemment, la production en souffrait, ce qui renforçait la pénurie.[...]

Par Thierry Rogel, Prof de SES au lycée Descartes de Tours

Société libérale ou collective ?

DOC. 2 / L'ampleur des consommations collectives est un choix de société de grande importance. On pourrait imaginer une société dans laquelle ces consommations collectives seraient réduites au strict minimum, les biens collectifs (l'éclairage public, la voirie etc). Hormis ces services indivisibles par nature, tout le reste serait marchand, y compris l'école ou la santé. Les charges collectives, impôts ou cotisations sociales, seraient réduites au minimum, le pouvoir d'achat moyen serait augmenté, chacun aurait le libre choix de ses dépenses. Mais en contrepartie, les inégalités de revenus reviendraient à exclure de certaines consommations des couches plus ou moins importantes de la population. On aura reconnu la société libérale : à chacun selon ses moyens.

A l'opposé, on peut imaginer une société où la plupart des besoins de base pourraient être satisfaits par des consommations collectives : école bien sûr mais aussi logement, repas grâce à des cantines populaires. Dans ce type de société, fortement collectivisée, les revenus primaires sont relativement faibles. Mais, en contrepartie, toute la population est assurée de disposer des services ou des biens financés par la collectivité. La liberté de chacun de décider par lui-même de l'affectation de son revenu en est atténuée au profit d'une plus grande solidarité. A chacun selon ses besoins : on aura reconnu la société socialiste.

Denis Clerc, Déchiffrer l'économie, La Découverte, Paris, 2002.

DOC. 3 / Les 2 libéralismes

Le mot « libéralisme » est utilisé dans des sens différents, plus ou moins larges, et quelquefois contradictoires.

Dans son sens le plus ancien, le terme « libéralisme » désigne un courant de pensée né en Europe au XVII^e siècle et XVIII^e siècle en opposition à l'absolutisme monarchique (**LIBERALISME POLITIQUE**), et pour lequel la liberté individuelle est un principe général qui s'applique à tous les domaines de la vie en société : économie notamment [...]

Pour le libéralisme classique, le **LIBERALISME ECONOMIQUE** n'est pas autre chose que l'application de la philosophie libérale aux actes économiques, et donc l'économie n'est qu'un des domaines de l'activité humaine où l'État n'a pas de légitimité à intervenir autrement que comme un acteur économique sans privilèges particuliers, et dans le plus petit nombre de domaines possible (anti-interventionnisme).

Du libéralisme philosophique, les libéraux retiennent l'idée que chaque être humain devrait être libre d'agir comme il l'entend, et est le meilleur juge de son propre bien-être. Le libéralisme économique considère que les motivations des humains sont trop diverses et les circonstances dans lesquelles ils sont placés sont trop variées pour qu'un mécanisme de planification centralisée puisse leur donner satisfaction. Pour les libéraux, le seul moyen de "mutualiser" les décisions des acteurs économiques individuels est le marché, par lequel les initiatives et les intérêts des uns et des autres se confrontent et s'intègrent. Le marché a alors un rôle de socialisation des individus.

Source : Wikipedia « Libéralisme »

DOC. 4 / Les économistes et l'intervention de l'Etat

[...] **1. L'Etat palliatif.** La première tradition faisant appel à l'intervention - limitée - de l'Etat se trouve paradoxalement chez **Adam Smith**, lequel est loin d'être ce partisan du libéralisme le plus absolu que l'on a souvent présenté. Dans *La richesse des nations* (1776), il propose « d'élever et d'entretenir ces ouvrages et ces établissements publics dont une grande société retire d'immenses avantages, mais qui sont néanmoins de nature à ne pouvoir être entrepris ou entretenus par un ou par quelques particuliers », faute de rentabilité ou de moyens suffisants. Il cite les routes, les canaux, les ponts, les ports, mais aussi « les institutions pour l'instruction du peuple de tout âge ». [...] Il y a donc, dans la pensée économique classique, une place pour l'Etat, dès lors que la main invisible (qui assure que les intérêts particuliers contribuent à l'intérêt général) ne fonctionne pas, ou pas bien. [...]

2. L'Etat régulateur. L'émergence d'un courant globalement plus interventionniste date de la grande crise et de **John M. Keynes**. Ce dernier a en effet montré que le mouvement des prix ne parvenait pas à jouer son rôle régulateur ; pour sortir de la déflation [crise] dans laquelle les pays industrialisés à économie de marché s'enfonçaient, il fallait donc que l'Etat intervienne par une politique économique appropriée. [...] « Il est parfaitement infondé de déduire des principes de la science économique que l'intérêt privé sagement compris va toujours dans le sens de l'intérêt général. » [...]

3. L'Etat usurpateur. Le courant ultralibéral s'insurge contre toutes ces justifications. A ses yeux, l'Etat n'est que « cette grande fiction sociale à travers laquelle chacun s'efforce de vivre aux dépens de tous les autres », selon la vieille (1848) formule de **Frédéric Bastiat**, premier grand nom de ce courant [...] Toutefois, c'est avec **Ludwig von Mises** et, surtout, **Friedrich Hayek**, les deux fondateurs de l'école autrichienne, que le courant du libéralisme radical s'est affirmé dans la pensée économique. Il s'appuie sur deux affirmations : tout Etat représente virtuellement un empiétement sur les libertés personnelles, et ses prélèvements nuisent forcément à l'efficacité économique. Cantonner aussi étroitement que possible l'Etat dans les fonctions régaliennes (défense, justice, police) et l'exclure de toute responsabilité économique ou sociale sont donc les points communs à l'ensemble de ceux qui se reconnaissent dans ce courant. [...]

Ces disputes entre économistes pourraient paraître futiles ou secondaires, à l'image des querelles qui partagent les amateurs de vins entre Bourgogne et Bordeaux. Il n'en est rien. Car les économistes, même s'ils s'en défendent, continuent d'être les conseillers du Prince, et leurs analyses influencent beaucoup les politiques mises en oeuvre. Certes, aucun politique n'est prêt à se faire hara-kiri, si bien que le libéralisme radical trouve moins facilement à se concrétiser : même Ronald Reagan, Margaret Thatcher ou George W. Bush, bien qu'ils aient fait maigrir l'Etat social et l'Etat interventionniste, ne l'ont pas éliminé. Mais les évolutions dans les politiques mises en oeuvre doivent beaucoup aux préconisations des uns et des autres et au climat intellectuel dans lequel elles s'expriment. Ce qui justifie ce qu'écrivait Keynes : « Faire l'histoire des idées est un préliminaire obligatoire à l'émancipation de l'esprit humain. »

Alternatives économiques, n° 061 (07/2004), Page 25, Denis Clerc.

DOC. 5 / Les Français sont-ils devenus libéraux ?

Un libéralisme égalitaire

[...] « Une des grandes conclusions de l'enquête est bien dans la poursuite du mouvement d'individualisation », indique Pierre Bréchon. Sur le plan des valeurs culturelles, le libéralisme continue à se diffuser : l'opinion est de plus en plus tolérante vis-à-vis de pratiques autrefois rejetées. De 1981 à 1999, la part de ceux qui estiment que l'homosexualité ne peut jamais se justifier est tombée de 45 % à 21 %. Même mouvement quant au divorce et à l'avortement, pour lesquels on passe respectivement de 28 % à 15 % et de 36 % à 25 %.

Cette évolution en faveur du libéralisme s'observe également dans le domaine économique. Pas moins de 61 % des Français se disent favorables aux privatisations des grandes entreprises nationales, 78 % à l'actionariat salarié, 79 % aux fonds de pension, 74 % à l'assouplissement des règles du contrat de travail, selon le sondage Ipsos-Le Figaro magazine sur « Les nouvelles frontières politiques en France ». De même, selon Agoramétrie, 73 % des sondés s'accordaient à penser que trop de charges pesaient sur les entreprises en 1997, contre 60 % au milieu des années 80. Mais ce libéralisme a des limites : 43 % de la population pense que l'Etat doit intervenir davantage dans l'économie, contre 22 % qui estiment qu'il doit intervenir moins, indique l'Ipsos. Dans le même esprit, 60 % des Français estiment qu'il n'y a pas suffisamment de règles dans l'économie, selon un sondage Sofres (mai 2000). [...] Libéraux, les Français n'en semblent pas moins profondément attachés aux valeurs de l'égalité, comme l'ont bien montré les politologues Guy Michelat et Michel Simon. A la question de la Sofres « Pensez-vous qu'il y a trop d'écart entre les plus pauvres et les plus riches ? », 88 % étaient tout à fait d'accord en 1981, et 96 % en 1994.

[...] Les réponses n'offrent donc pas nécessairement de cohérence entre elles : un individu peut avoir un système de valeurs en partie contradictoires ou... qui peuvent paraître contradictoires au sondeur : « Concurrence » fait figure de mot magique, avec 84 % d'évocations positives. Mais le très bon score de « Etat », avec 73 % d'opinions favorables, atteste de l'ambivalence de l'opinion à ce sujet, à l'image de celle des principaux responsables politiques », analyse Pierre Giacometti, directeur général d'Ipsos opinion. Sans doute. Mais on peut aussi considérer que l'opinion publique fait preuve de cohérence, en affirmant ainsi qu'il n'y a pas de marché sans règles !

Alternatives économiques, n° 188 (01/2001), Page 68, Louis MAURIN.

DOC. 6 / Les critiques du libéralisme économique

Les critiques du deuxième type concernent la non-intervention économique de l'Etat résultante du libéralisme économique. Elles partent généralement de constats relatifs à des inégalités de fait, et demandent l'intervention de l'Etat pour les corriger, ce qui peut être considéré par un libéral comme la création d'inégalités en droit ou au contraire un moyen de permettre l'égalité des chances. A l'appui de cette thèse est l'idée que les hommes ne naissent pas réellement libres et égaux et seraient influencés par des habitus sociaux (Bourdieu) qui reproduiraient les inégalités. Cette famille de critiques dénoncent également l'illusion du non-interventionnisme de l'Etat, et soulignent exemples à l'appui que les états se revendiquant du libéralisme sont parmi les plus interventionnistes en économie, mais que leurs interventions profiteraient essentiellement aux oligarchies proches des pouvoirs en place dans ces pays.

La critique la plus fréquente concerne l'appréhension des inégalités. Les socio-démocrates considèrent qu'il est possible et nécessaire de les réduire, sans toutefois tendre à l'égalité complète. Tandis que les libéraux estiment que les inégalités résultent aussi en partie de talents ou de mérites différents, dont la plus ou moins grande valorisation est non seulement légitime, mais nécessaire socialement puisque récompensant chacun à hauteur de sa contribution à la société.

D'autres critiques de nature économique se fondent sur la différence entre liberté formelle (droit de circuler, par exemple) et liberté réelle (capacité économique de réellement circuler, par exemple) et reprochent au libéraux de ne considérer que la première.

Source : Wikipedia « Libéralisme économique »

Exercice 1 : Préférences des électeurs...

1. Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut...			
	Que l'Etat leur donne plus de liberté	Que l'Etat les contrôle et les réglemente plus étroitement	Total
Olivier Besancenot (LCR)	32	68	100%
Robert Hue (PCF)	17	83	100%
Lionel Jospin (PS)	41	59	100%
Noël Mamère (Les verts)	46	54	100%
Jacques Chirac (UMP RPR)	74	26	100%
Alain Madelin (UMP DL)	83	17	100%
Jean-Marie Le Pen (FN)	56	44	100%
Ensemble	56	44	100%
2. Réduire l'écart entre les riches et les pauvres			
	Pas très important ou Plutôt important	Très important	Extrêmement important
Olivier Besancenot (LCR)	23	33	44
Robert Hue (PCF)	12	37	51
Lionel Jospin (PS)	24	41	35
Noël Mamère (Les verts)	23	40	36
Jacques Chirac (UMP RPR)	47	34	19
Alain Madelin (UMP DL)	64	22	13
Jean-Marie Le Pen (FN)	41	36	23
Ensemble	36	36	28
3. L'ambition, travailler dur pour réussir			
	Pas très important ou Plutôt important	Très important	Extrêmement important
Olivier Besancenot (LCR)	59	30	11
Robert Hue (PCF)	62	24	14
Lionel Jospin (PS)	52	34	14
Noël Mamère (Les verts)	59	27	13
Jacques Chirac (UMP RPR)	28	49	23
Alain Madelin (UMP DL)	26	52	22
Jean-Marie Le Pen (FN)	32	45	23
Ensemble	42	40	19
4. Il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires			
	Tout à fait ou plutôt d'accord	Plutôt ou pas du tout d'accord	Total
Olivier Besancenot (LCR)	25	75	100%
Robert Hue (PCF)	19	81	100%
Lionel Jospin (PS)	33	67	100%
Noël Mamère (Les verts)	32	69	100%
Jacques Chirac (UMP RPR)	62	38	100%
Alain Madelin (UMP DL)	85	16	100%
Jean-Marie Le Pen (FN)	65	35	100%
Ensemble	49	51	100%
5. Le respect des traditions, préserver nos coutumes, nos manières de vivre			
	Pas très important ou Plutôt important	Très important	Extrêmement important
Olivier Besancenot (LCR)	53	31	16
Robert Hue (PCF)	45	42	12
Lionel Jospin (PS)	53	32	15
Noël Mamère (Les verts)	73	17	10
Jacques Chirac (UMP RPR)	35	43	23
Alain Madelin (UMP DL)	49	36	16
Jean-Marie Le Pen (FN)	23	44	33
Ensemble	41	38	21
6. Il y a trop d'immigrés en France			
	Tout à fait ou plutôt d'accord	Plutôt ou pas du tout d'accord	Total
Olivier Besancenot (LCR)	42	58	100%
Robert Hue (PCF)	41	59	100%
Lionel Jospin (PS)	42	58	100%
Noël Mamère (Les verts)	20	80	100%
Jacques Chirac (UMP RPR)	72	28	100%
Alain Madelin (UMP DL)	60	40	100%
Jean-Marie Le Pen (FN)	96	4	100%
Ensemble	62	38	100%
7. Il faudrait rétablir la peine de mort			
	Tout à fait ou plutôt d'accord	Plutôt ou pas du tout d'accord	Total
Olivier Besancenot (LCR)	35	65	100%
Robert Hue (PCF)	18	82	100%
Lionel Jospin (PS)	27	73	100%
Noël Mamère (Les verts)	19	81	100%
Jacques Chirac (UMP RPR)	48	53	100%
Alain Madelin (UMP DL)	45	55	100%
Jean-Marie Le Pen (FN)	79	21	100%
Ensemble	44	56	100%

Sondage « sortie des urnes » vote au premier tour de l'élection présidentielle 2002, Source : CEVIPOF (sur le site, rubrique « panel »)

- 1) Stabilisez de 2 couleurs différentes les items qui renvoient au libéralisme économique ou politique.
- 2) Pour chaque item, notez « + » à côté des réponses les plus libérales et « - » à côté des moins libérales.
- 3) Positionnez approximativement sur le graphique ci-dessous les 7 différents partis politiques (choisissez d'abord dans quelle 1/4 du graphique ils se trouvent puis à l'intérieur de chaque zone, positionnez-les de façon relative).

+ Libéralisme
politique

Libéralisme
économique

-

+

-

Exercice 2 : Cochez la bonne réponse

Droite ou gauche ?	Exemple de mesures / propositions politiques...	Libéralisme économique	
		Oui	Non
Extrême Gauche	Interdire les licenciements d'entreprises qui font des bénéfices		
Gauche	Augmenter le SMIC		
Gauche	Taxer les entreprises qui ont recours à des contrats de travail précaire		
Gauche	Réduire la durée du travail, partager le travail (35h)		
Gauche	Contre le travail du dimanche		
Gauche	Relever l'IRPP pour les tranches de revenu les plus fortunés		
Les 2	Le « Non » au traité de constitution européenne		
Les 2	Le « Oui » au traité de constitution européenne		
Les 2	Obliger les entreprises du CAC40 à publier les salaires de leurs dirigeants		
Plutôt droite	Privatiser GDF, La Poste		
Plutôt droite	Instaurer des quotas d'importations pour les textiles chinois		
Droite	Instaurer le bouclier fiscal		
Droite	Défiscaliser les heures supplémentaires		
Droite	Sanctionner les chômeurs qui refusent une offre d'emploi		
Droite	Recentrer les interventions de l'Etat sur ses missions régaliennes		
Droite	Ne pas remplacer 1 fonctionnaire partant à la retraite sur 2		
		Libéralisme culturel politique	
		Oui	Non
Extrême Gauche	Dépénaliser la consommation de cannabis		
Extrême Gauche	Etre pour l'adoption par des couples homosexuels		
Gauche	Voter la loi instaurant le PACS		
Gauche	Donner les droits de vote aux étrangers résidents depuis plus de 10 ans en France de façon régulière		
Les 2	Etre contre l'homoparentalité		
Les 2	Reconnaître légalement les couples homoparentaux		
Droite	Abaisser l'âge de responsabilité pénale		
Droite	Votez une loi obligeant l'enseignement des aspects positifs de la colonisation		
Droite	Durcir les conditions d'accueil et de naturalisation des étrangers		
Droite	Vouloir durcir le droit à l'IVG		
Extrême droite	Restaurer la peine de mort		

